Bimensuel
socialiste
féministe
écologiste

solidarités

471
6 11 2026
4 fr. / 4 €

Logement 10
Huelga general pour un logement sans vautours

International 11
Albanie : une révolution citoyenne contre Edi Rama ?

Élections 12
Victoire inédite pour les travailleur·ses brésilien·nes

Féminisme 14
Le 14 juin 2027, faisons grève pour changer nos vies !

Édito

DES BATTLES D'AURA AUX BARRICADES !

Ces dernières années, des mouvements majoritairement portés par la jeunesse ont essaimé partout dans le monde. En 2025, ce sont les gouvernements de la Corée du Sud, de la Mongolie, du Népal, du Pérou, de Madagascar et de la Bulgarie qui ont été renversés. Certains mouvements sont encore en cours, comme en Indonésie, en Turquie ou en Géorgie, où la crise n'a jusqu'à présent pas trouvé de débouchés.

D'autres passent par les urnes, comme en Serbie, où la liste électorale du mouvement étudiant a largement gagné les élections législatives du 25 octobre. Mais parfois, comme au Maroc, au Cameroun ou au Sénégal, ces mouvements ont subi de plein fouet la répression étatique et se sont soldés par des victoires de la réaction.

En 2026, la « Gen Z » est à nouveau au cœur de soulèvements massifs et entraîne de larges pans de la société avec elle. Dans le monde, l'Inde, le Brésil, l'Argentine, l'Ouganda, le Japon ou encore la Bolivie connaissent des mobilisations impressionnantes. En Europe, on assiste à un « automne des peuples » : Albanie, Belgique, Italie, Espagne, Portugal, Allemagne, France. Et la perspective de la grève de la jeunesse du 20 novembre promet d'embraser d'autres pays, y compris la Suisse.

Ces mouvements sont souvent portés par les étudiant·exs. Iels dénoncent le chômage de masse, la vie chère, la corruption et les manigances anti-démocratiques des élites en voie de fascisation, mais aussi – et c'est central quand il s'agit de l'avenir – la catastrophe écologique.

Votations 13

D'AUTRES SOLUTIONS EXISTENT POUR FINANCER LA 13e RENTE AVS

Tandis que les États coupent toujours plus dans les budgets sociaux et éducatifs pour nourrir ceux de l'armée et offrir des subventions aux entreprises, la jeunesse demande un rééquilibrage. Les inégalités explosent pour les jeunes en formation ou fraîchement arrivé·exs sur le marché de l'emploi qui peinent à se projeter dans un avenir viable. Trimer jusqu'à 67, 68, 69 ou 70 ans pour des miettes dans un monde qui se réchauffe toujours plus n'est un rêve pour personne !

Cette jeunesse puise sa force et sa politisation dans les mouvements sociaux de la dernière décennie.

Les mouvements écologistes ont sensibilisé à l'écosocialisme, à des moyens d'action multiples et ont rappelé (s'il était nécessaire) combien il est important de se méfier des électoralistes et parlementaristes jouant selon les règles de la bourgeoisie.

Les mouvements féministes ont éveillé les jeunes militant·exs aux enjeux de reproduction sociale et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Enfin, les mouvements anti-impérialistes, notamment pour la libération de la Palestine, ont formé la jeunesse sur la solidarité internationale, les questions décoloniales et la responsabilité de l'Occident dans la destruction des vies non-blanches.

Face aux mobilisations, nombreux·ses sont celles et ceux qui appellent à plus d'autorité contre une jeunesse présentée comme décadente, aliénée par les réseaux sociaux ou séduite par des solutions *« simplistes »*.

En réduisant le tout à un conflit générationnel, les commentateur·ices et politicien·nes (du centre à l'extrême droite) évitent d'écouter les revendications d'une jeunesse internationale éveillée aux enjeux de son époque. Cette jeunesse fière des acquis sociaux de ses aîné·exs porte un message clair : l'égalité dans l'accès à la vie et à l'avenir !

Le rôle de notre organisation doit donc être tout aussi clair : soutenir ces mouvements, contribuer à leur développement autonome, participer à la création d'un front large en établissant une stratégie et des orientations programmatiques claires. Et cela dès aujourd'hui. Le 20 novembre, engageons-nous touxtes ensemble pour la grève de la jeunesse !

La rédaction ■

AGENDA

Genève

MA 10 **NOV**
ASSEMBLÉE DE PRÉPARATION ET DE MOBILISATION POUR LA GRÈVE FÉMINISTE 2027
18 h 15 UOG

SA 14 **NOV**
MANIFESTATION CONTRE L'AUSTÉRITÉ
Lire l'article en page 7
13 h Place de l'Europe

25 → **29 NOV**
FESTIVAL PALESTINE, FILMER, C'EST EXISTER

Vaud

SA 7 & 21 & 28 **NOV**
STANDS DE CAMPAGNE
Contre la hausse de la TVA et l'exportation d'armes. Venez dire coucou !
10 h – 14 h Place du 14-Juin, Lausanne

ME 11 **NOV**
RASSEMBLEMENT CONTRE LA COMPLICITÉ DES CAISSES DE PENSION PUBLIQUES DU CANTON DE VAUD
18 h 30 Devant les Retraites populaires, rue Caroline, Lausanne

JE 12 **NOV**
DE LA COLÈRE À L'ACTION : COMMENT S'ORGANISER POUR GAGNER ?
Conférence de Lumir Lapray
19 h Pôle Sud, Lausanne

SA 14 **NOV**
CONGRÈS DE SOLIDARITÉS VAUD
(Réservé aux membres)

ME 18 **NOV**
MEETING PUBLIC CONTRE LA HAUSSE DE LA TVA ET POUR DÉFENDRE L'AVS
19 h Pôle Sud, Lausanne

ME 25 **NOV**
MANIFESTATION CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES
18 h Parc de Montbenon, Lausanne

Notez la date

VE 11 → **DI 13 MAI 2027**
UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE SOLIDARITÉS
Lac Noir, Fribourg

INTERNATIONAL **SA 20 NOV**

MANIFESTATIONS ET GRÈVES INTERNATIONALES DE LA JEUNESSE CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA MILITARISATION

LAUSANNE
18 h Lieu à confirmer

NEUCHÂTEL
18 Gare

GENÈVE
18 h Lieu à confirmer

REJOIGNEZ-NOUS !

Marre de rester simple spectateur·icex, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS !
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT ?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code

Impressum

Éditeur
Journal solidaritéS
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 nos par an

Comité éditorial
Nadia Badaoui
Clément Bindschaedler
Timothé Chételat
Antoine Dubiau
Guillaume Matthey
José Sanchez
Léa Schlter
Léon Volet

Relecture
Iuna Allioux
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essyad

Maquette et mise en page
Niels Wehrspann

Couverture
Niels Wehrspann
Laura Gönczy
Dominique Matthey
Pierre Roboud

Abonnements

	fr.
Annuel	80
Étudiant·es, chômeurs·euses, AVS/AI…	40
Soutien	150
3 mois à l'essai	Gratuit !

▶ Pour payer : CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
▶ Demandes d'abonnement et changements d'adresse : abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement

Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud



En appelant à refuser la solution qu'elle a votée au parlement, la droite doit verser des larmes de crocodile et dénoncer (à juste titre) l'«*impôt injuste*» qu'est la TVA. Formation sur la 13e Rente en marge de l'assemblée des délégué·es du PLR.

Retraites Votations National **TVA**

D'AUTRES SOLUTIONS EXISTENT POUR FINANCER LA 13e RENTE AVS

La hausse de la TVA se justifie-t-elle ? Y-a-t-il urgence à financer la 13e rente AVS ? Pourquoi les grands partis bourgeois (PLR et UDC) rejettent cette hausse après l'avoir votée au Parlement ? Les syndicats de l'Union Syndicale Suisse (USS) ne sont pas unanimes, le syndicat des services publics (SSP) appelle à voter *non*.

Le président de l'USS, Pierre-Yves Maillard, déclarait en janvier 2024, juste avant la votation fédérale : *« L'AVS a la plus grande fortune de son histoire, donc aucune dette. Pour les années à venir, les chiffres permettent d'introduire la 13e rente sans financement supplémentaire »*. Voilà qui était très clair. Pourquoi accepter aujourd'hui ce que nous refusions hier ?

L'arrogance des perdants

Le camp bourgeois n'a toujours pas digéré sa défaite de mars 2024, lorsque le peuple a accepté la 13e rente AVS. Sa mauvaise humeur s'est d'abord manifestée en reportant le plus possible son versement. Voilà qui en dit long sur le respect de la démocratie et du vote populaire par la droite. Puis ce fut le refus de tout financement avec des cotisations paritaires (comme pour les 12 autres rentes), soit complètement, soit même partiellement. Un classique « compromis helvétique » un temps envisagé (financement par la TVA et par des cotisations) vola en éclats et, sans éclat, le Parlement a finalement voté une hausse pure et simple de la TVA de 0,4 %.

Cette volonté intransigeante tranche avec l'attitude des dirigeant·es syndicaux·ales. Aucune mobilisation d'envergure n'a été organisée pour appuyer un financement paritaire. Les manœuvres en coulisses ont rapidement buté contre le mur du bloc bourgeois.

Le dogme libéral a encore été rappelé récemment par l'Union patronale suisse : *« l'essentiel c'est qu'il n'y ait pas de hausses des cotisations salariales »* (*NZZ*, 22.08.2026). Les « partenaires sociaux » défendent avec acharnement tout refus de financer avec leurs profits des améliorations sociales. Ne pas verser un seul centime par principe.

Finalement la droite s'y oppose aussi

Le comble de la mauvaise foi se traduit maintenant par les consignes de vote démagogiques et populistes du PLR et de l'UDC, contraires à leur propre décision au Parlement sous prétexte de *« défendre le pouvoir d'achat »*. Pour augmenter les dépenses de l'armée, la hausse de la TVA est envisageable pour eux. En revanche pour la 13e rente de l'AVS, ces partis parlent de *« faire des économies »* et *« réviser le passage à la retraite »*. Car derrière ce refus de financement (de façon paritaire ou par la TVA), se cache évidemment leur objectif politique : l'augmentation de l'âge de la retraite, plus facile à atteindre si partout se répand le mythe que *« l'AVS va mal »*.

Le dogme libéral ne peut tolérer un système de sécurité sociale basé sur la solidarité et la redistribution, même très imparfait comme l'AVS en Suisse. La rente maximale mensuelle est de 2520 francs, pas de quoi devenir millionnaire !

Il est en effet curieux de voir comment, aujourd'hui, l'USS présente la situation. Non seulement la promesse initiale de défendre une légère augmentation des cotisations est totalement oubliée. Et il conviendrait d'accepter ce que hier on refusait.

L'USS minimise les effets de la hausse de la TVA. Pourtant pour les classes populaires, cette hausse viendra s'ajouter à celle des loyers, des primes d'assurance-maladie, des transports, alors que les salaires réels stagnent, voire diminuent du fait de l'inflation. Surtout, cette hausse s'inscrit dans une tendance claire : la TVA a augmenté de 25 % depuis son introduction en 1995, alors que les impôts sur les bénéfices et les hauts revenus sont à la baisse. Voilà une dynamique qu'il s'agit aussi de casser le 29 novembre.

Un *non* pour construire une large mobilisation

Défendre un refus de la hausse de la TVA pour financer la 13e rente est aussi exprimer un refus de toute péjoration future. Un *non* solidaire de gauche sera un carton jaune adressé au bloc patronal et bourgeois.

Ce sera aussi un message aux milieux populaires. Pour défendre l'AVS et son amélioration, il faudra se battre et refuser les concessions, qui ne sont en aucun cas un moyen *« efficace »* pour éviter les futures péjorations.

Un refus ne ferait que renvoyer l'ascenseur aux Chambres fédérales et serait un signal clair du refus d'un compromis inacceptable.

Mais un signal ne suffira certainement pas. De nouvelles mobilisations doivent être organisées très largement pour infléchir la volonté patronale. Des pressions qui ont été totalement absentes durant les sessions des chambres.

Nous voulons le même financement pour la 13e rente que pour les douze autres.

Un *non* le 29 novembre enverrait aussi un signal d'avertissement contre toute proposition d'augmentation de l'âge de la retraite. Les concessions, du type de l'augmentation de la TVA, sont des signes de faiblesse, qui nous affaibliront encore davantage et qui alimenteront encore la détermination du camp patronal.

José Sanchez ■

National Logement

LE CONSEIL FÉDÉRAL SE MOQUE DES LOCATAIRES

Le gouvernement propose un contre-projet à l'initiative de l'Asloca pour un contrôle des loyers qui fait même pire que la vider de sa substance.

Le 23 juin 2026, l'Asloca Suisse, faîtière des associations de défense des droits des locataires, a déposé une initiative demandant un contrôle automatique et régulier des loyers. Au lieu de prendre les inquiétudes des locataires au sérieux, le Conseil fédéral (CF) prévoit carrément d'empirer la situation.

Non seulement le gouvernement refuse catégoriquement d'améliorer le contrôle des loyers, mais il propose même un contre-projet à l'initiative qui va dans le sens contraire !

Selon la loi actuelle, les propriétaires ne peuvent bénéficier que d'un rendement plafonné du loyer. Sans contrôle, la portée de ce plafonnement est limitée, mais celui-ci est utilisé notamment par les tribunaux dans les calculs de fixation du loyer. Le contre-projet prévoit de supprimer purement et simplement ce plafonnement !

Le gouvernement prévoit également de permettre aux bailleurs de fixer les loyers aux prix du marché, selon un comparatif statistique.

Troisièmement, le contre-projet prévoit de donner la possibilité aux propriétaires d'indexer les loyers sur le renchérissement. Cela entraînerait une spirale infernale puisque chaque nouveau relevé statistique et chaque inflation ferait augmenter la fourchette du loyer admissible, qui serait de plus en plus déconnectée de la réalité.

Le logement n'est pas un bien de consommation dont on pourrait se passer. C'est un droit fondamental garanti par la Constitution, et l'État devrait justement lutter contre les loyers abusifs. Il faut absolument que le Conseil fédéral renonce à son contre-projet et le jette aux oubliettes. L'Asloca appelle donc touxstes les locataires de ce pays à signer l'appel au Conseil fédéral qu'elle a lancé !

Julia Huguenin-Dumittan ■

→ **stopper-explosion-loyers.ch**



Thimothé Chételat

Conférence de presse du collectif Guerre à la guerre, Lausanne, 22 octobre 2026.

Votations National Armée

EN GUERRE CONTRE L'ARMEMENT

Fin octobre, une nouvelle coalition regroupant plus de 50 organisations a été formée pour s'opposer à l'assouplissement de la Loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG), soumise au vote le 29 novembre. Ce projet bourgeois vise à supprimer la clause de non-réexportation d'armes suisses. Cette révision renforcerait la complicité de la Suisse avec des États génocidaires et des régimes qui violent les droits humains.

Pour justifier son projet mortifère d'assouplissement de la LFMG, la bourgeoisie prétend *« sauver »* les places de travail d'une industrie militaire prétendument en déclin. En opposant les emplois en Suisse aux vies des peuples massacrés par les guerres impérialistes, la droite renforce l'idée que l'intérêt des travailleur·ses d'ici serait incompatible avec la solidarité entre les peuples. Mais ne soyons pas dupes : la bourgeoisie militariste ne se préoccupe en rien de la vie des travailleur·ses, ni d'ici ni d'ailleurs.

Ce ne sont pas les patrons qui partent au combat, mais bien les classes populaires des pays en guerre. Les mêmes qui prétendent défendre les places de travail en Suisse n'hésitent pas à délocaliser la production, à dégrader les conditions de travail et à faire pression pour augmenter l'âge de la retraite.

Le patronat mène ici la guerre contre le salariat et s'enrichit par le massacre des peuples du Sud. En pleine période de poussée militariste à travers le monde, une solidarité de classe qui dépasse les frontières est donc plus nécessaire que jamais.

Plus de sécurité ?

En nous faisant croire qu'exporter des armes renforcerait notre *« sécurité »*, le camp bourgeois espère que la peur d'une aggravation des conflits internationaux poussera la population à accepter l'assouplissement. Puis l'augmentation du budget de l'armée. Vendre plus d'armes n'a jamais rendu le monde plus sûr. Au contraire.

Le militarisme débridé qui s'étend dans tout l'Occident, partout couplé à l'austérité budgétaire, asphyxie les services publics essentiels et empêche la transition écologique. Ce n'est pas par l'exportation d'armes que les emplois dans l'industrie suisse doivent être préservés, mais par des investissements publics massifs dans la bifurcation écologique. C'est le seul moyen d'orienter notre économie vers un avenir sûr !

Lors de la conférence de presse du collectif Guerre à la guerre, la coalition a appelé à multiplier les actions, les débats, les projections et les mobilisations. Dans les urnes comme dans la rue, organisons la résistance face au sombre avenir que nous préparent les marchands de mort.

Lilian Schibli ■

National Austérité Fiscalité

L'AUSTÉRITÉ COMME PRIVATISATION RAMPANTE

En Suisse, les mobilisations contre l'austérité se multiplient. Les *« coupes »* budgétaires qu'elles combattent participent d'un grave recul des services publics au profit d'un secteur marchand qui s'empare progressivement de la satisfaction des besoins essentiels de la population.

Sous pression du capital et/ou des classes salariées supérieures, le gouvernement baisse les impôts. La baisse des recettes fiscales fragilise le budget public et permet d'invoquer le spectre du déficit. Répondant à ce problème qu'il a lui-même créé, le gouvernement annonce alors qu'une cure d'austérité est nécessaire pour réduire les dépenses publiques. Des *« coupes »* importantes sont ainsi imposées aux différentes composantes du secteur public.

Ce schéma austéritaire est bien huilé et appliqué indépendamment de la réalité budgétaire. Selon les années, ses formes varient en fonction des contextes cantonaux et fédéral, mais sa logique fondamentale reste la même.

La mécanique austéritaire

L'austérité est une forme de « politique des caisses vides », c'est-à-dire une stratégie délibérée consistant à affaiblir financièrement l'État en réduisant ses recettes afin de créer une contrainte budgétaire présentée comme *« objective »*. Les travaux de Sébastien Guex, Aniko Fehr et d'autres historien·nes ont bien montré que cette mécanique austéritaire n'était pas neuve – en Suisse, elle est même constitutive de la création de l'État confédéral. Cependant, elle s'est intensifiée à l'heure néolibérale, notamment sous l'injonction à limiter la dette publique.

Pour répondre à cette situation, les gouvernements libéraux préfèrent emprunter au secteur privé plutôt qu'augmenter les impôts. Ce faisant, les plus riches des contribuables prêtent de l'argent à l'État plutôt que de contribuer fiscalement au fonctionnement de celui-ci. Les montants peuvent être comparables, mais la transformation des impôts en emprunts implique que ceux-ci devront être rendus aux créanciers privés – avec intérêts.

Les besoins ne disparaissent pas

La casse du secteur public est une affaire de construction budgétaire : elle n'est aucunement liée aux évolutions des besoins sociaux que celui-ci satisfaisait jusqu'alors. La nécessité de se soigner, d'apprendre ou de se cultiver ne disparaît pas lorsque le secteur public est démantelé. Au contraire, ces besoins sociaux persistent – voire augmentent (notamment en matière environnementale) – et cherchent toujours un moyen d'être satisfaits. Constatant l'opportunité profitable, le secteur privé s'engouffre dans la brèche en proposant des réponses marchandes aux besoins de la population, lesquelles sont souvent plus coûteuses et donc inégalitaires.

Cette dynamique de privatisation n'est pas directe, mais rampante – sans être explicitement annoncée, elle constitue sans aucun doute l'objectif visé à moyen-long terme. Autrement dit, les services publics ne sont pas formellement privatisés, mais leur champ d'action se réduit progressivement : le secteur marchand s'engouffre alors dans l'appel d'air ainsi créé. En d'autres termes, l'austérité entraîne un rééquilibrage entre le secteur public et le secteur privé dans la satisfaction des besoins de la population. Le nouvel équilibre laisse alors toujours plus de place au second, qui grapille autant de parts de marché que possible.

Tou·tes contre l'austérité

Les gouvernements affirment qu'il faudrait *« se serrer la ceinture »* comme si la contrainte budgétaire était une contrainte réelle et objective, plutôt que le produit de leurs politiques. La gauche majoritaire se plie à ces exigences capitalistes, en mettant en œuvre elle-même des politiques austéritaires en prétendant ne pas avoir le choix.

Déjà portée par une partie du mouvement social, une vision large de l'austérité permet au contraire d'élargir la portée de la mobilisation. Parler seulement de *« coupes »* présente le risque de laisser croire que la lutte concerne d'abord les travailleur·ses du secteur public, alors qu'elle porte aussi sur l'accès de l'ensemble de la population à une série de services essentiels. Mettre en évidence la privatisation rampante permet ainsi de faire apparaître leurs intérêts communs – et donc leurs perspectives communes de mobilisation.

Contrairement au discours gouvernemental qui l'accompagne, l'austérité n'est effectivement pas qu'un projet à court-terme le temps que passe la crise mais bien une transformation structurelle des rapports public/privé qui concerne l'ensemble de la société. La mécanique austéritaire participe ainsi du processus que le géographe David Harvey qualifie d'*« accumulation par dépossession »* : une marchandisation de nos conditions d'existence, par l'extension de la logique du marché à des domaines de notre vie qui y échappaient jusqu'alors.

Cette analyse élargie de l'austérité éclaire ses mécanismes, mais ne suffit pas à les enrayer. Seule une mobilisation durable, associant travailleur·ses et usager·es des services publics contre la voracité du capital, peut en briser la dynamique.

Antoine Dubiau ■

Manifestation contre le budget d'austérité du Conseil d'État vaudois, Lausanne, 15 décembre 2025



Marco Lopez

Vaud En mouvement Éducation

LES GYMNASES VAUDOIS ENTRENT DANS LA LUTTE!

La rentrée scolaire a vu naître un nouveau collectif de gauche radicale : Gymnases en lutte. Dans le contexte de soulèvements en Europe, le collectif vaudois souhaite organiser la colère de la jeunesse. Discussion avec Athéna, une des membres fondatrices et militante de solidaritéS.

Qu'est-ce qui a motivé la création de ce collectif ?
Le collectif Gymnases en lutte est né avec la coalition « Pas d'étés à 50°C ! », à travers le GT écosocialiste de solidaritéS Vaud. C'était la bonne excuse pour commencer à s'organiser politiquement dans nos gymnases. Au début, on était à peine une dizaine dans quelques établissements. Aujourd'hui, on est plus de huitante dans une dizaine de gymnases vaudois, y compris à Yverdon-les-Bains, Morges ou Nyon.

Quelles sont vos revendications ?
Nous avons développé nos revendications d'abord autour des questions écologistes, pour une meilleure adaptation face à la crise climatique : ventilation, rénovation, végétalisation. Ensuite, on a des revendications plus générales : autorisation des organisations politiques, meilleur soutien psychologique, revoir le calcul d'accès aux bourses d'étude, repas gratuits.

On demande également l'abolition de la voie générale (VG) et de la voie prégymnasiale (VP) à la fin de l'école obligatoire. Lors de la dernière année à l'école secondaire, les élèves sont orienté·exs selon leur niveau scolaire vers le gymnase ou vers l'apprentissage. Ce tri limite les possibilités de formation de la jeunesse.

Comment avez-vous été accueilli·exs dans les milieux militants ?
Très vite, il y a eu du soutien, que ce soit de solidaritéS, de Contre-Attaque & Autonomie ou encore de Lausanne Palestine. Lors de la manifestation du 10 octobre à Lausanne, on a même fait un discours alors qu'on venait de se fonder. On a pu très facilement revendiquer notre ancrage dans des luttes de gauche radicale, écologistes, anti-impérialistes et syndicales.

C'est important d'être en lien avec les autres organisations politiques de la région, car on a un rôle à jouer pour que les étudiant·exs ne quittent pas le militantisme en sortant du gymnase. Le but est de pouvoir s'orienter plus facilement vers des collectifs avec lesquels on a pu militer.

Et comment s'annonce la suite ?
Dans l'immédiat, on se projette dans les grèves de la fonction publique et de la jeunesse. On va aussi chercher à entrer en négociations avec nos établissements et à faire valoir notre droit à s'organiser politiquement. Si on s'organise au niveau cantonal, on garde une marge de manœuvre propre à chaque gymnase. C'est important de pouvoir s'adapter localement à chaque situation.

On soutient également les luttes de nos camaradexs en France et l'organisation politique des apprenti·exs. Comme il n'y avait pas de collectif, certain·exs nous on rejoint. Mais maintenant, un collectif s'est formé et nous allons faire notre possible pour que la jeunesse s'organise ensemble !

Propos recueillis par **Timothé Chételat** ■

Le tronçon de Gymnases en lutte lors de la manifestation « Pas d'étés à 50°C ! », Lausanne, 29 septembre 2026.



François Graf / Strates

Neuchâtel Austérité

COMBATTRE UNE AUSTÉRITÉ À NOUVEAU À L'ORDRE DU JOUR

Le Conseil d'État neuchâtelois prévoit des économies pour un montant de 30 millions de francs dans le budget 2027. Il avait aussi annoncé un programme d'optimisation – à hauteur de 215 millions de francs – d'ici 2029.

Le budget 2027 du Canton de Neuchâtel prévoit un bénéfice de 9,6 millions de francs, avec une réduction moyenne de 2 % des subventions aux institutions para-publiques, qui dégradera les prestations à la population et les conditions de travail des employé·es, et une baisse de 2 % pour les services de l'État:

- → Reports de charges sur les communes, avec une contribution « *au contentieux LAMAL, prise en charge de primes maladies et de participations aux frais impayés par les assurés* », ainsi qu'au tarif de l'accueil de jour des enfants.
- → Contribution imposée aux personnes bénéficiant de soins à domicile.
- → Limitation des projets financés par le fonds pour l'apprentissage.
- → Adaptation de moitié du renchérissement pour le personnel de l'État.
- → Suspension du rabais « énergie grise » sur la taxe automobile.
- → Pas de compensation des mesures d'économies imposées par la Confédération, impactant le canton dans les domaines de la recherche et de la formation, des transports, de l'environnement et de la migration.

Ces économies sont annoncées après six exercices excédentaires, alors que les réserves sont pleines, que l'imposition des entreprises a (encore) diminué et que la baisse d'impôts (favorisant les grandes fortunes) a été prolongée en 2026.

L'heure n'est pas aux économies, mais au développement des services publics et para-publics. Les salarié·es sont épuisé·es et les prestations à la population sont menacées.

Hans-Peter Renk ■



Eric Roset

Cortège du 1er Mai 2026, Genève

Genève Austérité Monde du travail En mouvement

UNI·EXS CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Après 10 années marquées par des dégradations des services publics et une précarisation grandissante d'une partie de la population, syndicats, associations et partis de gauche ont créé une nouvelle coalition contre l'austérité. Une grande manifestation populaire prévue le 14 novembre pourrait relancer un mouvement qui peinait à créer un rapport de force suffisant face au Conseil d'État.

Qu'est-ce qui relie un cinéma indépendant, une violoncelliste de l'Orchestre de la Suisse Romande, une structure d'aide aux victimes de violences conjugales et un enseignant du secondaire II ? Toutes et tous sont touché·es par le projet de budget 2027 du canton de Genève.

Avec 4 % de baisses linéaires pour la plupart des associations, le Conseil d'État a réussi à se mettre à dos le réseau femme, la fédération du réseau artistique et culturelle ou encore la coordination asile. Un plan d'économie drastique auquel il convient d'ajouter des baisses de prestations pour les personnes au bénéfice de l'aide sociale, des prestations complémentaires et des subsides d'assurance maladie, tout en augmentant les taxes d'études universitaires. Le combo parfait étant atteint avec la non-indexation des salaires des fonctionnaires et le retrait de deux jours de vacances dès 2027.

De l'autre côté de la barricade, la fonction publique genevoise a multiplié les jours de grève depuis une année pour stopper la broyeuse libérale. Avec un entrain mesuré, le Cartel intersyndical a essayé maintes fois d'enclencher une dynamique permettant de mettre en place un rapport de force. À défaut de grands soirs, nous nous sommes donné le droit de recommencer.

Une coalition large

Tirant les leçons d'une fin d'été difficile en termes de mobilisations, le Cartel et la Communauté Genevoise d'Action Syndicale (CGAS) ont lancé un appel large à l'ensemble de la gauche sociale et politique. Rapidement, une équipe de militant·es syndicaux et associatif·ves y a répondu et multiplié les contacts avec nos partenaires.

Après de nombreuses assemblées peu suivies, celles-ci se sont enfin remplies de personnes déterminées et la bien nommée *« coalition contre l'austérité »* a vu le jour. Forte d'une quarantaine d'entités, elle parvient à faire le pont dans l'action commune (des traditionnels tractages) entre l'association 50 et plus (qui défend l'insertion professionnelle de cette catégorie d'âge) et les scouts genevois·es. Un cocktail hétérogène qui permet d'élargir le pool de personnes mobilisables et qui impose aussi l'apprentissage du travail collectif.

Cette nouvelle alliance signifie également un changement de type de mobilisation. Pour permettre à toutes les personnes de participer, la coalition a décidé d'organiser une grande manifestation un samedi, le 14 novembre prochain. Porté·es par un vent d'ouest qui nous montre la voie de la contestation et les conséquences du délaissement des services publics, nous avons cette fois-ci toutes les clés en main pour renverser la table, à défaut d'y être convié·es pour négocier.

Guillaume Thion ■

SYNDICALISTES OU USAGER·ES ?

Invité à participer à un débat organisé par l'Association de Défense des Chômeurs (ADC), je me suis récemment fait invectiver par une personne qui bénéficie des prestations d'aide sociale.

Déléguée syndicale dans l'institution qui lui octroie ces dites-prestations, elle m'a reproché la défense immodérée par les syndicats de leurs propres conditions de travail alors qu'ils devraient également penser aux personnes qu'ils accompagnent et dont la situation est bien plus pénible. Et ce n'est pas la première fois que ce type de remarque surgit entre bénéficiaires et employé·es de la fonction publique qui militent au niveau syndical – nous invitant ainsi à prendre au sérieux ces interpellations et à y réfléchir.

Alors que les services publics sont eux-mêmes pris dans les logiques capitalistes de consommateur·ices/vendeur·ses, le syndicalisme, dans cette branche, ne peut faire l'économie d'un travail conjoint entre usager·es et salarié·es. Casser cette logique revient aussi à redéfinir le service public comme un possible bien commun, en dehors de la doxa libérale. C'est remettre de la démocratie dans nos institutions pour que les ayants droit, quel que soit leur genre, leurs origines ou leurs conditions d'existence, puissent coconstruire avec le personnel de terrain des services correspondant à leurs besoins.

En s'ouvrant ces dernières années aux questions féministes et écologistes, les syndicats SIT et SSP ont démontrés leurs capacités – ou tout du moins leur volonté – à sortir de leurs ornières. Et si la coalition contre l'austérité n'incarne pas encore pleinement cet horizon souhaité, la volonté partagée d'y inclure notamment les bénéficiaires constitue un pas dans la bonne direction et augure un bel hiver de luttes ! **GT**

LA JEUNESSE OUVRE UNE SÉQUENCE POLITIQUE INÉDITE

Depuis le début de l'année scolaire, la France a été secouée par des mobilisations lycéennes massives. Le 17 octobre, une première jonction s'est effectuée entre ce mouvement et une mobilisation de masse contre la vie chère. La secrétaire générale de la CGT a appelé à une grève le 5 novembre. Entretien avec Olivier Besancenot autour de cette séquence de luttes.

Peux-tu brièvement décrire les mobilisations de ces dernières semaines ?

La séquence des mobilisations sociales a été lancée par un mouvement lycéen, un mouvement de la jeunesse, qui a été suivi par un mouvement étudiant plus largement. Les « blocages » *(occupations des établissements, ndlr)* ont d'ailleurs lieu en parallèle des grandes manifestations. Le 17 octobre a été la date de la jonction entre ce mouvement lycéen et une mobilisation autour de la vie chère, qui résonne avec celle des Gilets jaunes d'il y a quelques années. Depuis, des manifestations se sont systématisées les samedis, et une journée de grève – qu'on espère générale – aura lieu le 5 novembre *(lendemain du bouclage de ce numéro, ndlr)*.

Ces mobilisations se sont-elles insérées dans un calendrier syndical ?

Non, ce n'était même pas du tout le calendrier syndical. Le 17 octobre est parti d'un appel qui a circulé sur les réseaux, à la manière de ce qu'avaient été les Gilets jaunes – et d'ailleurs avec une identité visuelle dans la continuité de ceux-ci, sur la question de la richesse et des carburants. C'est même parce que rien n'était franchement envisagé du point de vue des organisations syndicales que cette date a été un point de fixation.

Le mouvement de la jeunesse a tout redynamisé, et s'est lancé dans la lutte avec des revendications liées aux conditions matérielles, aux locaux, au nombre d'enseignants, de personnel administratif et d'infirmier·es, et beaucoup autour de l'abrogation du système ultra-sélectif de l'enseignement supérieur qu'est Parcoursup.

Plus généralement, cette génération – comme elle le proclame sur certaines de ses pancartes – veut *« quitter l'époque contemporaine »*, un monde qui n'offre aucune perspective.

C'est néanmoins une mobilisation très hétéroclite, et qui a largement fonctionné malgré la répression féroce et la stigmatisation médiatique incessante. On y retrouve les différentes sensibilités sociales, syndicales et politiques. Cela crée des chassés-croisés, mais également des jonctions, surtout ces deux derniers samedis.

De fait, le 5 novembre sera également une journée de jonction. Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, a quand même dit qu'il fallait généraliser la grève, ce qui est une nouveauté. On verra si on parvient à obtenir un front uni. En tout cas, c'est la proposition du NPA-A – afin d'appuyer l'appel à cette grève générale et faire en sorte que les salarié·es ne restent pas spectateurs et spectatrices de ce qui se passe dans la jeunesse.

Quelle est la stratégie que le NPA-A essaie d'adopter dans cette séquence ? Philippe Poutou et toi avez effectué plusieurs apparitions médiatiques, avec une ligne de défense sans concession des mobilisations. Quelle place essayez-vous d'occuper ?

La stratégie c'est d'être comme des poissons dans l'eau, d'accepter de se laisser déborder et de ne pas contrôler la situation. Ce qui n'est pas le cas de tout le monde. Nous faisons partie de celles et ceux qui pensent que l'émancipation n'est pas qu'un mot. C'est une mise en branle collective qui, forcément, n'est programmée et dirigée par personne, si ce n'est par les individus qui s'y investissent. Mais le fait de ne pas contrôler le mouvement ne nous donne pas le vertige. Nous ne nous inventons pas des rôles d'*« avant-garde »*.

Le propre des séquences de la lutte de classe c'est qu'à un moment il faut accepter d'apprendre et de ne rien contrôler. Ce qui ne veut pas dire que les organisations révolutionnaires n'ont pas leur contribution à apporter, loin de là. Il y en a une en particulier qu'on essaye de distiller sur la base des expériences du passé : la question de l'organisation démocratique. Parce que jusqu'à maintenant, cela pèche avec ce mouvement, mais comme cela pèche avec les différents mouvements sociaux en France depuis plusieurs années. On voit la faiblesse des assemblées générales, des lieux de rencontre collectifs, des espaces de discussion. Tout ne peut pas se jouer sur les boucles WhatsApp et les réseaux.

Pour que le mouvement n'échappe pas à celles et ceux qui le mènent, il faut des lieux de coordination, d'auto-organisation. C'est en particulier cela que nous essayons de développer, en plus – bien évidemment – de la bataille politique qui se noue à travers cette séquence sociale contre la Macronie, l'extrême droite, la Ve République, etc.

Tu as mentionné que cette mobilisation présentait des aspects inédits, peux-tu développer ?

Je ne suis pas le mieux placé pour en parler, mais je constate que cette mobilisation souligne la maturité politique de cette génération qui voit le jour, qui s'était déjà politisée pour une bonne partie sur la question de la Palestine, sur celle des violences policières, sur les luttes écologistes et féministes.

On entend des jeunes de 17, 18, 19 ans tenir des discours vraiment… pleins de maturité. Et qui s'accompagnent d'un enthousiasme argumenté, qui affirme qu'on peut gagner. Par exemple, il est désormais question de suspendre Parcoursup, même si le gouvernement cherche à le réintroduire autrement. Mais cela démontre quand même que la lutte paye, et cette génération sera peut-être marquée par un sentiment de victoire, même partiel, et ça, c'est extrêmement important.

Ce qui n'est pas propre à cette génération, c'est qu'à chaque fois qu'il y a des explosions de cette envergure, on retrouve toujours l'imagination, la création, les slogans, l'enthousiasme qui réaffirment toujours à quel point l'histoire n'est jamais écrite par avance et qu'il ne faut jamais devenir cynique en politique. Même si rien n'est réglé bien sûr. L'extrême droite est toujours très présente et cette séquence suscite aussi la tétanie, pour ne pas dire la peur, d'une bonne partie du pays, y compris dans les milieux populaires. Et l'extrême droite surfe là-dessus.



Tronçon du NPA-A lors de la manifestation unitaire jeunesse / Gilets jaunes / syndicats, Paris, 17 octobre 2026.

hotothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

On a déjà connu des séquences de luttes extrêmement fortes qui, politiquement, se sont traduites par des poussées politiques de la réaction. C'est arrivé même en Mai 68. Notre espoir à nous se joue aussi à un niveau internationaliste par le renforcement mutuel des luttes. On constate qu'il y a des mobilisations de la jeunesse en Belgique, en Italie, en Serbie, en Albanie et il y en a eu au Brésil, qui expliquent d'ailleurs en grande partie la victoire surprise de Lula.

Si les mobilisations sont impressionnantes, la répression l'est aussi. On a, par exemple, pu voir la police dans différentes villes collaborer avec des groupes fascistes. Te semble-t-il qu'un nouveau seuil a été franchi ?

Il y a une part de rupture et une part de continuité. On est dans un processus de fascisation à l'échelle internationale. En France, il se décline selon la spécificité de notre situation politique, de sa crise, et de nos institutions, qui sont celles de la Ve République. Il faut se rappeler que c'est un système institutionnel très autoritaire, qui est né de la guerre coloniale française en Algérie pour que de Gaulle ait les pleins pouvoirs.

On constate, depuis plusieurs mois, pour ne pas dire plusieurs années, dans la pratique, que les institutions bourgeoises peuvent être tout à fait compatibles avec l'arrivée de l'extrême droite et du fascisme au pouvoir. Toutes ces mesures répressives et autoritaires sont mises en place avant même que l'extrême droite n'ait les clés de l'appareil d'État. Certaines sont de vieilles revendications d'extrême droite, comme celle d'accorder la présomption d'innocence aux forces de l'ordre en cas de confrontation qui a été votée début juillet.

Avec les couvre-feux locaux, les interdictions de manifester, et bien sûr les violences et les mutilations, on a déjà un avant-goût de ce qui peut se produire dans un régime fasciste.

Je pense néanmoins qu'un seuil qualitatif, un nouveau palier, a été franchi – tout en s'inscrivant dans ce processus que je viens de décrire. C'est comme toujours : une part de rupture et de continuité.

Tu mentionnais le fait que cette mobilisation suscitait aussi de la peur. Le tapage médiatique autour des pillages survenus le 17 octobre divise-t-il le mouvement ? Ou parvient-il à faire front ?

Pour l'instant, globalement, ça fait front. Mais il y a ce rattrapage à avoir face à la campagne médiatique partiale. Il y a eu de la casse, il y a eu des pillages, c'est indéniable. Mais l'entretien de ce sujet politique par la classe dominante, cela fait partie des obstacles auxquels nous sommes confronté·es. C'est une façon de nous empêcher d'avoir accès, dans la conviction, à tout le pays, tout de suite, ce qui est évidemment l'un des enjeux.

À titre personnel, cela faisait longtemps que je n'avais plus vécu une manifestation aussi massive que celle du 17 octobre. Les avenues et les rues adjacentes étaient saturées. Je n'avais pas vécu cela depuis 2002.

Quand tu arrives le soir et que tu regardes la télé, tu as l'impression que tu n'étais pas à la même manif. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de la casse. Mais une offensive est clairement menée pour cantonner le mouvement sur ce terrain-là, parce que c'est tout ce qui leur reste.

Nous affirmons que les modalités d'action ne sont pas des fins en soi. Ce sont des moyens qui doivent être utiles à l'organisation démocratique. Prenons l'exemple des blocages. Le blocage d'un lycée peut être l'occasion de se regrouper, de discuter avant, pendant et après de ce que cette action suscite. Mais ça peut aussi être un frein à une assemblée générale, devenir le blocage pour le blocage, où plus personne ne discute. C'est pour ça qu'on essaye de ne pas lâcher la proie pour l'ombre et de voir les choses de manière complémentaire.

Nous avons parlé de la répression et de cette dialectique entre rupture et continuité. Vois-tu un phénomène similaire avec le climat raciste ? Notamment avec le déchaînement de discours haineux après le 17 octobre ?

On ne peut pas dire que c'est un tournant majeur, puisque malheureusement la France a vu différents attentats islamophobes ces dernières années, y compris avec des morts. Plus d'une vingtaine de dossiers et d'instructions judiciaires ont été ouverts et instruits depuis 2017 pour des projets d'attentats ou des attentats effectivement commis d'extrême droite. Ce n'est donc pas une nouveauté, mais il y a un seuil qualitatif et un point de bascule dans le fait que les discours politiques entendus après le 17 octobre et ceux dont se revendique l'auteur de l'attentat raciste sont raccord. On sent que les choses s'accélèrent. À la fois dans le passage à l'acte, dans sa banalisation, dans l'indifférence qu'il suscite pour une partie du discours dominant politico-médiatique. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, a par exemple mis au même niveau la mort de Quentin Deranque *(néonazi mort à la suite d'un combat de rue, ndlr)* et celle de Pengo Bossio Wangi *(victime d'un l'attentat raciste à Trappes, ndlr)*.

Cet événement a-t-il été intégré au mouvement actuel et à ses revendications ?

Il est trop tôt pour le dire. Pour l'instant, il y a eu des rassemblements, des marches blanches, différentes initiatives qui ont été menées localement. Il y a eu des moments forts dès le lendemain, dans certaines manifestations. À Marseille, un immense cortège s'est arrêté pour observer une minute de silence dans le cadre de la lutte. Évidemment, cela accompagnera toute cette séquence sociale et politique.

Les slogans antiracistes et antifascistes, on les entend en manifestation. Comme sur un autre terrain, on voit de nombreux drapeaux palestiniens ou des keffiehs, ce qui agace les dominant·es. Ce qui signifie précisément que quelque chose se passe. Et de profond.

Propos recueillis par **Clément Bindschaedler**
Version légèrement plus longue sur notre site ■

HUELGA GENERAL POUR UN LOGEMENT SANS VAUTOURS

Face à la crise du logement, la colère gronde dans un très large éventail de la population espagnole. Une grève générale se prépare pour le 11 novembre. Dans ce contexte, le gouvernement de Pedro Sánchez est mis en difficulté sur sa droite comme sur sa gauche, tout en visant sa réélection à la fin du mois.

Depuis plusieurs mois, l'État espagnol vit une explosion de mobilisations sociales et populaires sur la question du logement. Depuis l'expulsion forcée de Maricarmen, figure de la lutte pour le droit au logement, le mécontentement de la population ne cesse de grandir. Près d'un million de manifestant·exs dans les rues, plus de 30 villes mobilisées, des centaines d'assemblées dans les quartiers, 1300 tentes sur la Puerta del Sol à Madrid. La *vivienda* (le logement) s'est invitée dans tous les débats télé.

Le décès de Maricarmen quelques jours après son expulsion, renforce la colère sociale poussant le gouvernement de Pedro Sánchez à proposer deux décrets sur le logement, mis en déroute par la droite. Face à cet échec, le gouvernement central qui prétend organiser un *« référendum pour le logement »*, convoque des élections générales. Alors que tout le monde faisait l'autruche sur le sujet, il est désormais au programme de tous les partis politiques, en un seul mot : *vivienda*.

Rassemblement en faveur d'une grève générale contre la spéculation immobilière, Madrid, 1er octobre 2026



MARK(OS)

Un logement en crise depuis des années

Pourtant, la crise du logement n'est pas nouvelle dans l'État espagnol, pas plus que les mobilisations qui en dénoncent les conséquences. Depuis la crise financière mondiale de 2008, les prix hypothécaires explosent et le marché locatif se développe avec, à sa tête, des fonds d'investissement spéculatifs, les fameux fonds vautours.

Les catégories particulièrement précarisées de la population, notamment les jeunes, les personnes migrantes, les femmes seules, n'ont d'autre choix que d'être locataires. Tandis que les propriétaires privés et les entreprises font le choix d'augmenter leur prix dans un marché libre de contraintes. À cela s'ajoutent les 4 millions de logements vides ainsi que les près de 400 000 logements touristiques sur tout le territoire, dont près de 40 000 aux Canaries.

Rapidement, la question du logement sous toutes ses facettes se trouve au centre d'une problématique bien plus large : l'échec de tout un système néolibéral face auquel le gouvernement progressiste en place n'a démontré que complaisance et apathie.

Gouvernement progressiste et désenchantement

Depuis plusieurs mois, le gouvernement de Pedro Sánchez est mis en difficulté : des cas de corruption importants concernant l'entourage du président, Ceuta puis l'explosion de la crise du logement. La mise en échec des décrets Maricarmen par la droite et l'extrême droite force Sánchez à convoquer des élections générales et le PSOE tente maintenant de se faire le porte-voix des mouvements sociaux. Mais ceux-ci ne sont pas dupes : depuis des années, les syndicats et organisations alertent sur la dégradation du logement dans l'État espagnol et organisent des mobilisations massives.

Le gouvernement a fait preuve d'un laisser-faire révoltant, ouvrant grand la porte aux fonds vautours et aux multinationales locatives. Si la *ley de vivienda* actuelle, issue du gouvernement progressiste PSOE-Podemos (2023), représentait une avancée législative, elle est aussi le dernier acte notoire de leur part à ce propos.

Le mouvement suit son propre agenda politique et dénonce non seulement l'(in)action du gouvernement central, mais aussi des exécutifs locaux et régionaux, avec pour prochain objectif la grève générale.

Vers la grève générale le 11 novembre

Le jour même du décès de Maricarmen, les syndicats convoquaient la grève générale contre la crise du logement. Portée par le syndicat des locataires et convoquée par l'ensemble des organisations syndicales majoritaires et régionales, celle-ci s'annonce massive.

L'idée d'une grève générale pour le logement est ambitieuse, mais ce n'est pas une première dans l'État espagnol. Ce type de grève a déjà fait ses preuves avec des victoires allant de rénovations d'immeubles à des baisses de loyer en passant par de nouvelles régulations du marché, sur le territoire espagnol mais également en Italie, aux États-Unis ou encore en Écosse.

Pour mener à bien la grève, depuis des semaines, des centaines d'assemblées ouvertes sont organisées sur tout le territoire. La stratégie du syndicat des locataires est simple : travailler dans les quartiers et en périphérie.

Le carnet de revendications déploie six points, parmi lesquels la fin de la spéculation, la baisse des prix ou encore la défense d'un parc public du logement payé par les plus riches. L'objectif : ne pas s'adresser exclusivement au public de l'hypercentre et mobiliser les quartiers plus populaires, mais aussi les plus abstentionnistes.

Les élections générales ne sont pas un objectif en soi du mouvement, mais cette toile de fond anime encore plus la mobilisation. Sans attentes face au dénouement électoral, le syndicat des locataires sait qu'il doit poursuivre son combat, gobierne quien gobierne – quel que soit le résultat.

Carmen ■

International Albanie

UNE RÉVOLUTION CITOYENNE CONTRE EDI RAMA?

Depuis mai 2026, des manifestations contre un projet touristique de luxe financé par Jared Kushner, gendre de Donald Trump, secouent l'Albanie. La « Révolution des flamants roses » s'est généralisée contre le gouvernement d'Edi Rama, accusé de corruption. Entré dans une phase insurrectionnelle, le mouvement parviendra-t-il à s'organiser au-delà du dégagisme ?

Depuis plus de 140 jours, l'Albanie connaît des manifestations ininterrompues. Ces dernières ont rapidement évolué. S'opposant d'abord à des projets touristiques menaçant le littoral, la « Révolution des flamants roses » s'est muée en contestation totale du gouvernement d'Edi Rama, dont elle dénonce la corruption et la faillite démocratique.

Du littoral à la capitale

En mai 2026, des projets touristiques sur l'île de Sazan, dans la région de Vjosë-Nartë et la commune de Zvërnec déclenchent des protestations locales. Alors que les bulldozers du Kastrati Group détruisent dunes et forêts, les manifestant·es sont menacé·es par des agents de sécurité privés et armés.

Les images des événements circulent et l'indignation est telle que des rassemblements ont lieu à Tirana, la capitale. Les projets touristiques deviennent le symbole d'un modèle de développement accusé de privilégier les intérêts privés au détriment de la population.

Oligarques, corruption et crise sociale

Les manifestant·es dénoncent les liens entre pouvoir politique, intérêts économiques et réseaux criminels. Plusieurs affaires alimentent leur colère : celle de Saimir Tahiri, ex-ministre de l'Intérieur accusé de trafic de drogue; celle de Belinda Balluku, ancienne vice-Première ministre, concernant des appels d'offres truqués pour un montant de 200 millions d'euros; ou encore celle des incinérateurs à déchets non-exploités, un détournement dont le montant avoisinerait les 450 millions d'euros.

Ces controverses s'inscrivent dans un contexte de dégradation globale des services publics : hôpitaux sous-dotés, éducation coûteuse, infrastructures défaillantes. L'émigration massive, notamment celle des jeunes, renforce le sentiment d'impasse de la population.

Rama et Berisha, une alternance rejetée

Sali Berisha, ancien Premier ministre et figure du Parti démocratique, principale force d'opposition, ne parvient pas à tirer les dividendes politiques du mouvement, malgré des tentatives répétées. *« Rama en prison, Berisha en prison »*, le slogan, scandé dans les rues, témoigne d'une défiance des manifestant·es vis-à-vis des formations politiques institutionnelles.

Pour une partie de ces militant·es, il s'agit de contester la structure même d'un pouvoir gouvernemental qui favorise les oligarques et prive les citoyen·nes de toute prise sur les décisions politiques. Des mobilisations antérieures contre les centrales hydroélectriques, la captation de la source de Tragjas ou la démolition du Théâtre national avaient déjà matérialisé ce rejet. Or, le mouvement actuel a pour particularité d'agréger ces oppositions jusque-là dispersées.

Un mouvement sans direction commune

Ainsi, étudiant·es, lycéen·nes, syndicalistes, familles, groupes de gauche, nationalistes et citoyen·nes sans affiliation politique se retrouvent dans la rue. Si la diversité donne de l'ampleur au mouvement, elle complique la définition d'une stratégie commune.

Les revendications vont de l'abandon des projets touristiques à l'annulation d'une loi sur le développement des zones rurales, en passant par l'amélioration des conditions des universités, l'encadrement des prix, et la conduite d'enquêtes indépendantes sur la corruption et les violences policières.

Si la manifestation pacifique fait consensus au début du mouvement, l'inaction du gouvernement finit par provoquer la confrontation. Le 13 octobre, les étudiant·es annoncent un boycott des cours. Des manifestant·es prennent pour cible des bâtiments gouvernementaux, des banques et des entreprises associées aux intérêts oligarchiques. Comme en France au même moment, les forces de l'ordre répondent par des coups, du gaz lacrymogène, des canons à eau et des balles en caoutchouc.

De la colère à l'action politique

La répression, les poursuites judiciaires et la fatigue militante menacent la poursuite du mouvement. Par ailleurs, aucune stratégie commune partagée par les différents groupes de manifestant·es ne dessine de suites claires à une éventuelle chute du gouvernement.

Sur le terrain, l'enjeu réside désormais dans la transformation de la colère en force politique durable, que ce soit par la création de structures collectives, d'assemblées populaires ou par l'élargissement des moyens d'action, tels que les grèves.

Partie de la défense d'un littoral menacé, la « Révolution des flamants roses » pose une question centrale : qui contrôle les ressources, les territoires et les institutions albanaises ?

L'avenir de la mobilisation dépendra de sa capacité à dépasser le rejet commun du pouvoir pour construire une alternative démocratique cohérente.

Collectif albanais anticapitaliste (KASh) ■

Manifestation à Tirana, jour 126 du mouvement de la « Révolution des flamants roses »



VICTOIRE INÉDITE POUR LES TRAVAILLEUR·SES BRÉSILIEN·NES

Au Brésil, un mouvement de masse a conduit à la réélection de Lula pour un quatrième mandat présidentiel. Nous reproduisons un texte publié par le MES (Movimento Esquerda Socialista) l'un des principaux courants du PSOL (Partido Socialismo e Liberdade). Le PSOL avait décidé en mars 2026 de faire campagne commune avec le PT pour Lula.

La victoire de Lula face à Flávio Bolsonaro ce 25 octobre est colossale. Avec 51,78 % des suffrages contre 48,22 %, Lula a réalisé le premier renversement de situation de l'histoire des élections présidentielles brésiliennes, après avoir terminé deuxième au premier tour. Il a recueilli plus de 64 millions de voix, ce qui constitue le plus grand nombre de suffrages jamais enregistré dans l'histoire du pays.

Une victoire majeure, pour deux raisons. Premièrement, parce que les adversaires étaient très puissants et unis. Deuxièmement, parce que c'est un combat de classe qui a fait la différence : notre camp social s'est emparé de la campagne et a renversé la situation en trois semaines. Aujourd'hui, la priorité est inchangée : lutter contre l'extrême droite tout en relevant le défi historique de dépasser la tradition des victoires obtenues par des compromis.

Défaite sans appel des puissants

Le premier marqueur de l'ampleur de cette victoire réside dans l'organisation de nos adversaires. Face à nous, se trouvait un bloc colossal : l'agro-industrie, Meta et les autres géants de la tech, le gouvernement Trump, les *bets (sociétés de paris sportifs en ligne, ndlr)*, le sionisme, le capital financier et les milices. Cette coalition a entraîné dans son sillage des oligarques et a réuni les deux « BBB » : le bœuf, la balle et la Bible, mais aussi les banquiers, les *bets* et les *bilionários*.

Au premier tour, Flávio Bolsonaro est sorti en tête avec 47 % des suffrages valides contre 45 % pour Lula. Trump a ouvertement œuvré pour la victoire, et les plateformes numériques, notamment Meta et Palantir de Peter Thiel, ont joué un rôle de premier plan, fonctionnant de fait comme un parti politique.

Le projet était clair : accorder l'amnistie à Jair Bolsonaro, prendre le contrôle des institutions et livrer le pays à Trump.

Ce bloc réactionnaire a essuyé une défaite sans appel.

Exploité·es et opprimé·es à l'offensive

Le deuxième facteur est que, face aux insuffisances de la direction de la campagne du PT, les mouvements sociaux ont pris les commandes. Ils ont fait basculer la campagne officielle et ont imposé la victoire.

Le groupe *Exército do Lula* (l'armée de Lula) est un symbole de cette mobilisation, à la fois volontariste et organisée. Malgré le caractère quelque peu folklorique – et, il faut le dire, discutable sur le plan politique – de la figure d'André Janones, la chaîne a rassemblé près de 11 millions de personnes et a permis à la campagne de dépasser largement le cadre des canaux officiels. Il y a également eu des cagnottes pour permettre aux électeur·ices de rentrer dans leur région d'origine, des covoiturages solidaires, ainsi que des réseaux d'étudiant·es pour accompagner leurs proches âgés jusqu'aux urnes.

Mais ce sont les manifestations de masse qui ont été déterminantes. Une fois de plus, les jeunes ont joué un rôle de premier plan. L'UFF (université fédérale à Niterói) et le Collège Pedro II (à Rio de Janeiro) ont été à l'avant-garde : la mobilisation a commencé dans la nuit du premier tour et s'est étendue en quelques jours à plus de 40 universités dans 14 États et dans le District fédéral. Lula lui-même a reconnu après le deuxième tour : *« je dois cette victoire à la jeunesse rebelle qui s'est levée pour défendre la démocratie »*.

Les deux rassemblements à São Paulo ont réuni entre 1,2 et 1,5 million de personnes, et le phénomène s'est répété de Porto Alegre à Belém, de Curitiba à Fortaleza. De par son ampleur et sa politisation, cette vague de manifestations s'inscrit dans la lignée des grèves de l'ABC de 1978 et 1979, du mouvement *Diretas Já* (1983–84), du mouvement *Fora Collor* (1992) et des « Journées de juin » de 2013.

Ces mobilisations ont prouvé dans la rue que le projet néofasciste ne serait pas accepté par la population. Le résultat s'est ensuite reflété dans les chiffres. L'abstention est passée de 21,08 % à 19,22 %, le taux le plus bas enregistré lors d'un second tour présidentiel depuis 2006. Près de trois millions de personnes qui n'avaient pas voté au premier tour se sont rendues aux urnes le 25 octobre. Lula a renversé la tendance dans 212 villes. Les communautés rurales, les quilombolas, les riverains et les autochtones ont surmonté les difficultés de transport pour aller voter.

La force et les limites d'un symbole

Cette mobilisation met en évidence à la fois les forces et les faiblesses de la campagne de Lula. Sa force réside dans son caractère symbolique. C'est le poids de Lula dans l'imaginaire collectif qui lui a permis d'apparaître comme la solution évidente pour vaincre l'extrême droite, et c'est pourquoi nous avons préconisé de voter pour l'actuel président dès le premier tour.

Mais le poids de la personnalité a entraîné des faiblesses. Le gouvernement Lula 3 a été peu favorable aux intérêts de la classe ouvrière. Il a accepté le cadrage budgétaire et un nouveau plafond de dépenses qui a étranglé la santé et l'éducation. Les coupes budgétaires ont touché le salaire minimum et le BPC (aide sociale fédérale), et Lula a dû composer avec des taux d'intérêt parmi les plus élevés au monde.

Le président a négocié la gouvernabilité au prix d'amendements proposés par le Centrão (centre droit). Il a répondu à la grève des universités et des instituts fédéraux de 2024 par un gel des salaires. Il a laissé éclater le scandale des retenues illégales sur les retraites et a autorisé l'exploitation pétrolière à l'embouchure de l'Amazone. Et il n'a abrogé ni la réforme du travail ni celle des retraites.

Il est frappant de constater que le mouvement de l'entre-deux-tours s'est fondé non seulement sur la défense de droits acquis, tels que le programme *Farmácia Popular* et le programme *Bolsa Família*, mais aussi, et surtout, sur la conquête de nouveaux droits.

La fin du système « 6×1 » *(loi sur le travail accordant un jour de repos pour six jours travaillés, ndlr)* a ouvert la voie à cette disposition. Adopté à l'unanimité par la Chambre des députés en mai, le projet d'amendement de la constitution a été voté par le Sénat le 14 octobre, en pleine campagne électorale, par 75 voix contre une. Sous pression, même Flavio Bolsonaro a voté en faveur de cette suppression. Ce vote a redonné confiance à des millions de personnes travaillant dans le commerce, les centres commerciaux, le télémarketing, la restauration rapide et les pharmacies. La direction de campagne, constatant cette dynamique, a réagi de manière appropriée et a apporté son soutien à cette mobilisation.

Lula a alors durci le ton contre Flávio, s'est appuyé sur la jeunesse et les femmes et a présenté un programme pour le second tour comprenant la réduction du temps de travail, la revalorisation des salaires et des retraites, la renégociation des dettes, la gratuité des transports le week-end et la défense du système unique de santé, de l'éducation publique et de la souveraineté nationale. Concrètement, une nouvelle campagne a débuté lors du second tour.

Se mobiliser pour des droits

La leçon est claire et très simple : la mobilisation pour les droits est la seule issue pour vaincre l'extrême droite. Ce n'est ni la modération, ni le front large avec le Centrão, ni la célébration de l'héritage. C'est la lutte ouverte pour une vie meilleure menée dans la rue.

Lorsque nous affirmons que la victoire revient à la classe ouvrière, il faut également préciser qu'elle s'est exprimée à travers ses propres formes d'organisation. Les groupes WhatsApp, les assemblées étudiantes, les collectifs de quartier, les collectes de fonds et le covoiturage répondent à une nouvelle composition de la classe que le mouvement syndical, en tant que tel, n'a pas encore réussi à prendre en compte dans son intégralité. Le mouvement social dans toutes ses composantes a pris la campagne électorale en main.

Les tâches à venir

La bataille sera décisive dans les jours à venir. On entend déjà parler de banquiers au ministère des Finances, de pressions en faveur d'un nouvel ajustement budgétaire et même d'un abaissement de l'âge de la responsabilité pénale. Lula va gouverner face à un Congrès encore plus à droite, le PL (Parti libéral, bolsonariste) ayant remporté 23 sièges supplémentaires à la Chambre des député·es et 13 au Sénat. L'extrême droite conserve près de la moitié de l'électorat, y compris de larges couches de la classe laborieuse.

Si le gouvernement Lula 4 se lance dans ce programme, il risque de provoquer une énorme désillusion au sein de la couche sociale qui s'est mobilisée pour l'élire. Dans le pire des cas, cela ouvrirait la voie à une réédition, cette fois sous forme de farce, du deuxième mandat de Dilma Rousseff. Réélue en 2014 contre l'austérité, celle-ci a confié le ministère des Finances à un banquier qui a mis en œuvre l'austérité et a vu sa base se désagréger à la veille du coup d'État qui l'a déstituée.

Pour éviter que l'histoire ne se répète, il faut continuer à mener la lutte en toute indépendance face au gouvernement, pour défendre les droits acquis, sans craindre d'en revendiquer de nouveaux. À commencer par s'assurer que la suppression du système 6×1 soit effective et sans réduction de salaire.

La priorité immédiate est de défendre la victoire électorale. Aucune tentative visant à reproduire les événements du 8 janvier 2023 *(tentative de coup d'État bolsonariste, ndlr)* ne doit aboutir. La deuxième consiste à maintenir la mobilisation autour du programme du second tour : investissements massifs dans le système de santé et dans l'éducation publique, les universités et instituts fédéraux jusqu'à l'enseignement primaire; gratuité des transports; réduction réelle du temps de travail; revalorisation des salaires, des retraites et des prestations sociales; fin des paris sportifs et imposition des milliardaires; annulation des dettes des familles; lutte contre le féminicide et plan d'urgence climatique. Cela implique notamment de conquérir la partie de la classe ouvrière qui a voté pour Flávio, afin d'y reconstruire une conscience de classe.

Le soir de sa victoire, Lula a promis de « *gouverner autrement* » avec davantage de modes de participation. Mais les promesses ne garantissent pas de changements structurels. Ceux-ci devront être arrachés dans la rue, notamment contre l'austérité budgétaire que le gouvernement a lui-même privilégié au cours de son précédent mandat.

La victoire est la nôtre. Maintenant, il ne faut pas la laisser nous échapper.

Prise de position des travailleur·ses de l'USP membres du MES-PSOL, 30 octobre 2026. Version originale sur *Revista Movimento*. Traduction, coupes et adaptation : Léon Volet.



Lene Nascimento / Mídia NINJA

Grande marche pour la démocratie, Salvador de Bahia, 18 octobre 2026

Féminisme Monde du travail Vers la grève

LE 14 JUIN 2027, FAISONS GRÈVE POUR CHANGER NOS VIES!

Héritière de la grève du 14 juin 1991 lancée par des ouvrières de l'horlogerie et décisive pour la Loi sur l'égalité, la grève agendée au 14 juin 2027 prolonge la grève féministe historique de 2019 et les mobilisations qui ont suivi. Faisons de la grève féministe une démonstration de force !

Grève féministe 2024, Lausanne



De l'Argentine à l'Espagne, les grèves féministes font du blocage du travail de production et de reproduction une arme contre l'exploitation et les violences patriarcales. La Suisse a souvent été le mouton noir des avancées féministes à travers l'Europe, tant sur le suffrage féminin que sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Le retard des institutions contraste avec la puissance du mouvement féministe. Nos droits, ici comme ailleurs, ne sont jamais tombés du ciel : nous les avons arrachés par la lutte.

La mobilisation de 2027 se prépare dans un contexte européen et mondial dans lequel le néolibéralisme a perdu toute légitimité auprès de la majorité de la population. D'un bras, il continue à imposer des coupes dans les services publics, et de l'autre, il durcit son autoritarisme à l'endroit de toute forme de contestation sociale. Le tout dans un contexte de montée des idéologies réactionnaires et d'une course à l'armement. Les femmes sont en première ligne : comme salariées des secteurs sacrifiés, comme usagères et dans les luttes.

Nos vies contre leurs profits

Élever des enfants, préparer les repas, nettoyer, soigner, s'occuper de nos personnes âgées : sans ce travail, aucune société ne tient. C'est ce que l'analyse féministe marxiste appelle la *reproduction sociale* : l'ensemble des activités qui entretiennent la vie et permettent de s'assurer d'avoir des individus en capacité de travailler. Le capitalisme en dépend, car il a besoin d'une main-d'œuvre exploitable afin de pouvoir accaparer le fruit de son travail. Les capitalistes s'appuient sur ce travail souvent gratuit ou sous-payé, historiquement effectué par les femmes. La période néolibérale actuelle se caractérise par une marchandisation de ce travail, permettant à la classe capitaliste de maximiser ses profits.

La recherche de rentabilité à tout prix aggrave cette contradiction. La casse des services publics et leur privatisation transforment les besoins en marchés. Quand les prestations publiques sont supprimées, dégradées ou privatisées, les besoins ne disparaissent pas et c'est la population qui en paie les frais, notamment les femmes et les plus précaires. Les plus aisé·es peuvent déléguer ce travail à d'autres femmes, souvent migrantes, pour des salaires faibles et dans des conditions précaires.

La Suisse, par sa position privilégiée dans la division internationale du travail reproductif et par ses politiques migratoires très dures, participe à un système d'importation de travailleuses étrangères précarisées et au creusement d'une dette du care mondiale.

Notre pays porte également la responsabilité de la crise de la reproduction sociale dans les pays du Sud Global par sa participation à l'extractivisme et son statut de paradis fiscal. Notre féminisme ne s'arrête pas aux frontières de la Suisse mais se construit dans une perspective de solidarité internationaliste.

La crise climatique, comme nous la montré la canicule de l'été 2026, met également à mal notre capacité à reproduire la force de travail. Par la pénibilité du travail sous 40°C et l'impossibilité de se reposer dans des logements surchauffés. Les catastrophes naturelles et les pénuries menacent nos capacités à nous nourrir et à nous loger. La crise du capitalisme est telle qu'elle met en danger la possibilité même de reproduire la vie humaine sur une planète habitable.

Du quotidien à la rupture

Une des forces de la grève féministe est de partir de conditions de vie indignes pour formuler des revendications concrètes. Réduire le temps de travail, avec une semaine de quatre jours sans baisse de salaire ni intensification des cadences, est une urgence féministe et écosocialiste. Mais il faut aussi partager le travail et socialiser les tâches de soin. Ces exigences vitales nous poussent à nous poser une question : qui décide de l'usage de notre temps et des richesses que nous produisons ? Partir de nos besoins conduit à affronter un système qui leur préfère le profit. Pour améliorer durablement nos vies, nous devons abattre le capitalisme, pas simplement aménager ses injustices.

solidaritéS s'engagera pleinement dans cette bataille. Nous mobiliserons le plus largement possible, en participant aux comités sur les lieux de travail, d'études et dans les quartiers.

Fin février, nous organiserons les Journées féministes internationalistes autour de quatre axes : les violences sexistes et sexuelles, la crise de la reproduction sociale, notre féminisme internationaliste et la baisse du temps de travail. Faisons de ces rencontres un point d'appui pour construire ensemble une grève massive.

Le 14 juin 2027, arrêtons le travail pour remettre la vie au centre !

Le GTFQ vaudois ■



Image tirée du 1er volet de *La Bataille du Chili*

À voir **Histoire**

NOSTALGIE ET LUMIÈRE DE LA MÉMOIRE

Le 15 septembre, nous apprenions le décès du cinéaste chilien Patricio Guzmán. Le réalisateur laisse derrière lui une œuvre particulièrement riche. De sa trilogie *La Bataille du Chili. La lutte d'un peuple sans armes* sur le coup d'État des généraux de 1973, à son dernier film *Mon pays imaginaire* (2022) sur les mobilisations de la jeunesse qui aboutirent à l'élection de Gabriel Boric, Guzmán n'aura eu de cesse d'accompagner l'histoire du Chili.

Patricio Guzmán (1941–2026) est une figure incontournable du cinéma documentaire latino-américain. Sa filmographie, qui compte plus de vingt films, détaille l'histoire politique du Chili. Sa trilogie *La Bataille du Chili*, considérée comme son chef-d'œuvre, met à nu la complexité des conflits politiques précédant le coup d'État militaire. Ces images visaient à utiliser le cinéma comme un outil de mémoire et de documentation de la réalité.

La genèse du projet

À la fin de ses études, Guzmán se sent de plus en plus attiré et inspiré par les événements qui se déroulent au Chili. Observant que le pays se trouve dans un état de préguerre civile entre le prolétariat et une bourgeoisie soutenue par les États-Unis, il pose, dans une lettre à son ami cinéaste Chris Marker, le besoin de documenter la situation :

« *La bourgeoisie mettra toutes ses ressources en œuvre. Elle fera appel au système juridique bourgeois. Elle mobilisera ses propres organisations professionnelles ainsi que le pouvoir économique de Richard Nixon.* [...] *Il faut qu'on fasse un film sur tout ça !* [...] *Une œuvre d'envergure tournée dans les usines, à la campagne, dans les mines. Un film d'investigation dont les grands décors seraient les villes, les villages, la côte, le désert. Un film à l'image d'une fresque, divisé en chapitres, dont les protagonistes seraient, d'un côté, le peuple et ses dirigeants syndicaux, et de l'autre, l'oligarchie, ses dirigeants et ses liens avec le gouvernement de Washington* ».

Marker va alors donner l'élan décisif au projet de Guzmán en lui faisant parvenir de la pellicule vierge, alors introuvable au Chili en raison du blocus étasunien.

Après le tournage et son exil forcé en France suite au coup d'État, Guzmán a la chance de rencontrer Alfredo Guevara et Saúl Yelín, membres de l'Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographiques (ICAIC). Ceux-ci acceptent de financer l'achèvement du film dont les bobines ont quitté clandestinement le pays.

Un film d'analyse

La petite équipe que Guzmán réunit parvient à élaborer à l'écran une analyse marxiste complexe, plus proche d'un essai cinématographique que du documentaire classique. Afin d'examiner la multiplicité idéologique, politique et économique de la société chilienne, l'équipe élabore un vaste cadre théorique dialectique. Le documentaire identifie et documente les points de conflit critiques pour le prolétariat et la paysannerie, alors que ceux-ci tentent d'étendre leur pouvoir face à l'opposition et à la violence croissante des élites du pays. L'équipe du tournage parvient ainsi à saisir les conditions spécifiques au Chili, tout en comprenant que les événements qu'elle filme préfigurent d'autres situations dans d'autres parties du monde dans un avenir proche.

Le film montre en détail des grèves, des manifestations, des discours populaires et, enfin, le coup d'État lui-même. La parole est donnée à un large spectre social : électeur·ices chilien·nes ordinaires après la victoire électorale de l'Unité populaire ; mineurs de cuivre en grève à El Teniente ; dirigeant·es syndicaux·ales de la Centrale unique des travailleurs (CUT) ; et cordons industriels.

Finalement, le montage se structure en trois parties, non linéaires, d'une durée totale de quatre heures et demie. Successivement se suivent *L'insurrection de la bourgeoisie*, *Le coup d'État* et *Le pouvoir populaire*, sortis respectivement en 1975, 1976 et 1979.

Cinéma de la mémoire et de l'espoir

Clairvoyante, l'équipe avait bien compris le rôle primordial d'information que le film aurait à jouer en cas de coup d'État. L'intention de Guzmán est ainsi de plonger les spectateur·ices au cœur même des moments de crise. En tournant en caméra à l'épaule, le film adopte une dynamique de mouvement, reflet de l'agitation des deux camps. Ces prises de vues produisent habilement des gros plans très expressifs sur les visages, afin de mettre les ouvrier·ères, les paysan·nes et les gens ordinaires au centre du film, plutôt que les dirigeant·es, de gauche ou de droite.

La vue de ces événements passés nous rappelle que la bataille du Chili se poursuit. Pour celles et ceux qui cherchent à comprendre les conditions et les contradictions concrètes de l'affrontement de ce long combat toujours en cours, le meilleur point de départ est de découvrir l'œuvre de Patricio Guzmán, l'un des cinéastes les plus engagés politiquement. Sa caméra et ses montages sont devenus des outils de poésie et de mémoire dans la lutte pour l'émancipation et la liberté, contre la terreur et l'amnésie.

José Sanchez ■

Les trois films de *La Bataille du Chili* sont visibles gratuitement sur arte.tv

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LA POSTE

Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS 471 6 11 2026



Armando Geneyro Jr.

Melat Kiros est la première représentante de la «Gen Z» a être élue au Congrès étasunien. Membre des Democratic socialists du Colorado, elle rejoint une délégation de huit membres de cette organisation élu·es ou réelue·s lors des élections de mi-mandat à la Chambre des représentant·es.

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

☐	Annuel	fr. 80
☐	Étudiant·es, AVS, AI Chômeur·ses	40
☐	Soutien	150
☐	3 mois à l'essai	gratuit !

Vous pouvez vous abonner sur Internet: solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidaritéS
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **Votations** D'autres solutions que l'augmentation de la TVA existent pour financer la 13e rente AVS

4 **Logement** Le Conseil fédéral se moque des locataires

Armée En guerre contre l'armement

5 **Austérité** L'austérité comme privatisation rampante

6 **Vaud** Les gymnases vaudois entrent dans la lutte !

Neuchâtel Combattre une austérité à nouveau à l'ordre du jour

7 **Genève** Uni·exs contre l'austérité

8–9 **En mouvement** France : la jeunesse ouvre une séquence politique inédite

10 **International** État espagnol : *huelga general* pour un logement sans vautours

11 **International** Albanie : une révolution citoyenne contre Edi Rama ?

12–13 **International** Victoire inédite pour les travailleur·ses brésilien·nes

14 **Féminisme** Le 14 juin 2027, faisons grève pour changer nos vies !

15 **À voir** Nostalgie et lumière de la mémoire